

Cette CAP se déroule dans le contexte de publication par les directions de la localisation des suppressions d'emplois actées en CTR. Sur l'ensemble du territoire, ces réunions sont l'occasion pour les personnels de manifester leur refus de cette politique suicidaire, tant pour les missions que pour leurs conditions de travail. Ils prolongent ainsi leur engagement débuté lors de la journée du 27 novembre, au cours de laquelle un agent sur quatre de la DGFIP était en grève.

La CGT continuera à dénoncer la poursuite de la politique désastreuse de destruction de l'emploi à la DGFIP, qui remet en cause l'exercice de nos missions de service public.

Ainsi, la CGT réaffirme que les trésoreries assurent des missions essentielles : accueil, recouvrement des recettes fiscales et non fiscale, gestion des comptes et conseil aux collectivités locales. Dans un pays qui compte 36 000 communes, dont plus de 34 000 de moins de 5 000 habitants, la question de la présence du service public en milieu urbain et rural constitue un enjeu majeur pour l'efficacité de l'action publique et pour la bonne gestion des finances publiques.

Or, le maillage territorial connaît un recul sans précédent au sein de la Direction générale des finances publiques : il existait ainsi 4200 trésoreries de proximité en 1998, 4000 en 2000 et moins de 2 700 actuellement. Ce repli ne met pas seulement en danger le principe d'accessibilité, il se traduit concrètement par une dégradation du service public rendu aux usagers.

Plusieurs trésoreries de proximité seront à nouveau supprimées et/ou restructurées en France en 2013,...

Télécharger la pièce jointe pour la suite de la déclaration

Public: [CAP B](#)

[Archives CAP \(antérieur à 2018\)](#)

- [=A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank
